



Sommaire

page 1	Edito:	Naufrage du Crédit Suisse: deux poids, deux mesures
pages 2-3	Projet:	Mexique: le droit à la santé coûte que coûte
page 4	Analyse:	Equateur: Or rouge pour or noir
page 5	Analyse:	Le nombre de Palestinien·nes détenu·es sans jugement a doublé dans les prisons israéliennes
page 6	En bref	AG de la CSSR samedi 10 juin Forum de santé communautaire Pétition à signer

*Engagée pour la santé!*

Qui sommes-nous ?

**Histoire** - La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Viêt Nam.

**Objectifs** - Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

**Valeurs** - La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

**Moyens** - La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

Edito

## Naufrage du Crédit Suisse: deux poids, deux mesures

Dimanche 19 mars 2023. Le Conseil fédéral annonce le rachat en urgence du Crédit Suisse par UBS. Au-delà du choc provoqué par la disparition du second mastodonte de la place financière suisse, certaines questions viennent immédiatement à l'esprit. Dont une première, évidente: à quoi sert la FINMA (Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers)? Pourquoi n'a-t-elle rien vu venir? Pourquoi n'a-t-elle rien entrepris pour éviter la débâcle?

Si le tsunami financier qu'aurait provoqué une faillite est provisoirement évité, c'est avant tout grâce à une mise à disposition massive d'argent public (209 milliards de francs, soit plus du double du budget de la Confédération). Cela sans que, dans un premier temps, rien ne soit exigé de précis de la nouvelle structure qui va naître, notamment sur le plan des investissements dans les énergies fossiles ou d'un plan social conséquent pour les emplois qui vont disparaître. Pourquoi une prise de contrôle directe par l'État de la banque en faillite n'a-t-elle pas été envisagée? N'est-ce pas, au final, la banque qui contrôle l'État et non le contraire?

Plus généralement, d'où le Conseil fédéral tire-t-il les milliards ainsi disponibles pour les banques? Alors que, dans le même temps, au motif de «renflouer» l'AVS, la majorité de droite du Parlement augmente l'âge de la retraite des femmes. Et que pour «sauver» le deuxième pilier, les mêmes décident d'une baisse régulière du taux de conver-

sion LPP, ce qui entraîne, à terme, une diminution des rentes pour les futur·es retraité·es. Les conditions des assurances sociales ne cessent de se dégrader, sans qu'il ne soit jamais question d'y injecter des sommes comparables.

Lorsque de simples citoyen·nes ou des petites associations contestent des refus de paiements internes de la part des banques à cause d'une mention (Cuba, Kurdistan, Syrie...), les autorités de surveillance et de contrôle répondent que les institutions bancaires sont libres de mettre en œuvre leur politique commerciale; qu'elles savent évaluer les risques et peuvent refuser – arbitrairement – leurs services à des individus ou à des groupes précis; peu importe qu'il s'agisse de transferts vers des associations humanitaires soutenues par la DDC ou des fédérations cantonales, peu importe si ces agissements sont discriminatoires et violent le droit international.

L'éternel «deux poids, deux mesures»: ce qui est apparemment possible – voire indiscutable – pour les un·es ne l'est manifestement pas pour les autres.

Il est évident que les banques bénéficient de passe-droits beaucoup trop larges et qu'il est temps de demander des comptes. C'est pourquoi, nous lançons une pétition pour exiger qu'elles respectent les lois et n'entravent pas le travail des associations humanitaires.

Luisa Sanchez Gonzalez et  
Claude Desimoni

## Mexique: le droit à la santé coûte que coûte

Le projet «Santé digne et humaine pour tous: formation de promoteur·ices dans la région frontalière du Chiapas» a pris fin le 31 mars dernier. L'occasion pour nous de revenir sur ces trois années riches d'enseignements et d'émotions avec Helena Blanco, la coordinatrice du projet.

Propos recueillis par Alicia Pary

### AP: Quelles sont les réalisations concrètes à la fin de ces trois ans de projet?

HB: Tout d'abord, la consolidation d'une nouvelle équipe de promoteur·ices de santé, 10 femmes et 5 hommes, ayant reçu une formation technique, sociale et pédagogique (24 ateliers, 3 forums de santé et des formations en internat dans notre clinique). Ils et elles permettent l'accès aux soins aux familles de leurs communautés, en partageant des gestes de prévention: hygiène, santé sexuelle et reproductive, alimentation. Cette formation a complété leur savoir avec une expérience pratique, tout au long des 3 ans de projet: 1'275 actions communautaires d'accès aux soins et de prévention pour 31'130 bénéficiaires.

Dans le domaine de la prévention, nous avons réalisé des travaux d'amélioration de l'habitat (150 fours écologiques), d'accès à l'eau, à l'eau potable et à l'assainissement (40 réservoirs, 200 systèmes de collecte d'eau de pluie, 150 toilettes sèches, 300 filtres à eau, etc.).

Ces travaux de construction ont été coordonnés par des promoteur·ices (sans engager des professionnel·les) et de façon collective. Cet aspect est très important car il s'agit, outre le fait d'améliorer les conditions de vie et donc de santé, de pro-

mouvoir la réconciliation, la coresponsabilité et la solidarité, afin de consolider l'organisation communautaire, indigène et paysanne de base. Les communautés doivent être à même de défendre leur droit à la santé pour toutes et tous.

Ce travail fut également enrichi par le développement de relations interinstitutionnelles nationales et internationales, privées et publiques, notamment avec la Croix Rouge Mexicaine, des Universités, des hôpitaux, diverses ONGs, Fondations, etc.

### Avez-vous connu des succès/difficultés non prévus?

Les difficultés non prévues furent d'abord le COVID, puis

la montée de la violence dans la région, provoquée par la guerre de territoires entre les cartels de la drogue. La majeure partie des communautés que nous accompagnions, initialement bénéficiaires de ce projet, ont ainsi été prises en otage. Face à cette violence, nos compagnon·nes ont montré une résilience incroyable! Les promoteur·ices de cette région ont continué à donner des soins, avec un suivi médical via whatsapp (une sorte de télémedecine), et à travailler à la prévention. Un autre succès non prévu est l'accompagnement et les soins aux caravanes de migrant·es qui traversent le territoire, à pied, pour aller jusqu'aux USA.



Légende  
© Auteur

Enfin, nous avons subi cette «nouvelle» menace sur la santé: le développement des maladies chroniques (ou non-transmissibles) comme le diabète, le cancer, etc. qui sont devenues parmi les plus meurtrières. Au Mexique, la région où la consommation de Coca-cola est la plus élevée au monde, 140'729 personnes sont décédées en 2021 à cause du diabète.

L'OMS a pourtant défini des recommandations pour diminuer la consommation des produits trop sucrés. Mais les entreprises, en complicité avec les gouvernements passés, ont longtemps refusé d'appliquer ces recommandations. Aujourd'hui, un véritable effort est fait par le gouvernement: depuis 2020 on peut enfin trouver des avertissements («sellos negros») sur les produits de consommation, indiquant les risques pour la santé.

En réaction, les entreprises – par exemple: Nestlé – exercent une forte pression contre le ministère de la santé pour retirer ces avertissements. Nous sommes rarement en adéquation avec les politiques fédérales de santé publique: il faut en profiter et unir nos forces. En parallèle, la situation sanitaire démontre l'urgence de poursuivre notre travail et notre projet.

### **Quelles ont été les suites de l'enlèvement des trois personnes de l'équipe en avril 2022?**

La première chose a été de parvenir à dénoncer cet enlèvement. Ce fut un calvaire puisque les personnes ayant pris les dépositions au ministère avaient le même uniforme que



*Légende*  
© Auteur

celles qui les ont séquestrées. Aujourd'hui, la famille vit à San Cristobal de las Casas où le couple poursuit son engagement avec force et courage.

Par ailleurs, plusieurs promoteur·ices de santé ont été tabassé·es et torturé·es quand ils et elles sortaient pour réaliser une action de prévention ou donner des soins. Nous avons ainsi dû abandonner le travail dans cette région et recommencer le travail dans d'autres organisations et communautés. C'est-à-dire repartir de zéro, avec tout ce que cela implique comme accompagnement: avant de promouvoir un projet, nous devons sensibiliser, conscientiser et organiser les familles des communautés. Ainsi, le projet continue, différemment, mais il continue, avec une augmentation du nombre de communautés et de familles bénéficiaires.

Le nouveau projet va développer une collaboration avec l'hôpital d'Esquipulas, peux-tu nous en dire un peu plus?

Le nouveau projet, que nous venons de présenter, s'inscrit dans la continuité du précédent: avec des volets de formation, de renforcement de l'organisation communautaire, d'accès aux soins et de prévention. À ces axes s'ajoutera l'accès à des soins ophtalmologiques, en collaboration avec l'hôpital d'Esquipulas qui possède une expérience et une expertise de plus de 22 ans sur le sujet.

## Equateur: Or rouge pour or noir

La violence submerge l'Equateur: entre 2021 et 2022, le nombre de morts violentes a augmenté de 82 %! Cette triste statistique est le résultat – comme un peu partout en Amérique latine – de la pauvreté extrême, des inégalités et de la criminalité organisée, alimentée par le trafic de drogue ainsi que l'exploitation des flux migratoires. Mais cette hausse, si importante en 2022, est également à mettre en relation avec la décision du président Guillermo Lasso d'autoriser la possession et le port d'armes par les civils pour leur propre défense. Une mesure qui, au lieu de rassurer, sème chaos et terreur, dont profitent largement les criminels en tout genre.

La CSSR a été confrontée à cette dégradation sécuritaire en début d'année. Lors d'une réunion de suivi de projet, nos partenaires, la Clínica Ambiental et l'UDAPT, nous ont fait part d'une augmentation des menaces et attentats qu'ils-elles avaient subi depuis août 2022. En effet, à la campagne médiatique «usuelle» de discrédit des leaders communautaires de la UDAPT, ainsi que des avocat·es qui mènent divers procès contre l'Etat équatorien, des sociétés transnationales ou nationales pour des violations des droits humains ou crimes environnementaux, ils-elles avaient subi déprédations, vols, menaces écrites et l'un d'entre eux avait même été attaqué à l'arme blanche par des individus cagoulés, qui l'ont sommé de «ne pas se mêler de ce qui ne le regarde pas ; sinon, la prochaine

fois, c'est sa famille qui en subira les conséquences».

Nos pires craintes se sont matérialisées quelques jours plus tard: Eduardo Mendúa, leader indigène de la nationalité A'i Cofán Dureno et dirigeant de la Confédération des nationalités autochtones (Conaie) a été abattu dans le jardin de sa maison, le 26 février 2023. Quelques jours avant son assassinat, il avait dénoncé publiquement la responsabilité de l'entreprise nationale Petroecuador dans l'escalade de violence au sein de sa communauté.



Eduardo Mendúa © At...tr

Bien qu'une partie de la population amazonienne soutienne les activités pétrolières, principalement parce qu'elle a des emplois dans les entreprises, une grande majorité s'y oppose, car elle souffre depuis des décennies des terribles effets de l'exploitation pétrolière sur l'environnement et la santé. Cette forte polarisation au sein des communautés est une aubaine pour les projets des compagnies pétrolières, qui s'appuient sur la

difficile situation économique post pandémie, sur les violences criminelles et la négligence étatique en Amazonie pour attiser la colère et les frustrations des plus vulnérables.

A cette situation explosive s'ajoute désormais une circulation accrue d'armes... La population de l'Amazonie équatorienne continue donc à payer de son sang l'extraction de l'or noir (entre autres ressources), sans recevoir une vraie contrepartie financière ou sociale, sans avoir son mot à dire et en toute impunité. Dans ce contexte, la CSSR est heureuse de pouvoir apporter un humble soutien aux populations locales par un projet d'accès aux soins, afin de les appuyer dans leur lutte pour l'accès à l'égalité et la fin des violences!

**Luisa Sanchez**

1 ONG équatorienne qui travaille depuis 2008 à des actions de réparation dans les communautés affectées par les activités extractives et agro-industrielles. C'est un espace de formation, de réflexion et de recherche d'alternatives à la situation sanitaire vécue dans la région nord de l'Amazonie équatorienne.

2 *L'Unión de Afectadas y Afectados por las Operaciones Petroleras de Texaco - UDAPT* (Union des personnes affectées par les opérations pétrolières de Texaco), est une organisation sociale à but non lucratif qui lutte depuis 30 ans pour l'accès à la justice et à la réparation intégrale des communautés indigènes et métisses de l'Amazonie équatorienne.

## Le nombre de Palestinien·nes détenu·es sans jugement a doublé dans les prisons israéliennes

Source: Agence Médias Palestine 29.03.2023

Au 1<sup>er</sup> mars, les prisons israéliennes comptaient 971 détenu·es administratif·ives, soit le nombre le plus élevé de prisonnier·ères sans procès depuis 20 ans, selon les données de l'administration pénitentiaire israélienne fournies au Centre pour la défense de l'individu (Hamoked).

Les chiffres montrent que toutes les détenu·es, sauf quatre, sont des Palestinien·nes de Cisjordanie, des résident·es de Jérusalem-Est ou des palestinien·nes d'Israël. Les quatre autres sont des Israélien·nes.

(...)



*Le 28 mars à Genève, des militant·es ont sortis des drapeaux palestiniens durant le match de football qui opposait l'équipe suisse et l'équipe israélienne. Ils et elles n'ont pas été inquiétés par les forces de l'ordre et l'action s'est déroulée sans heurt. © TF, 28.03.23*

Faites un don avec  
**TWINT !**



Scannez le code QR avec  
l'app TWINT



Confirmez le montant et  
le don



### AG de la CSSR samedi 10 juin

L'AG de la CSSR se tiendra le samedi 10 juin 2023 à 11h30 dans la salle du Conseil de Vaux-sur-Morges. Pour plus d'informations ou pour recevoir les documents utiles à cette AG (rapport d'activité, comptes, etc.), n'hésitez pas à écrire au secrétariat: [info@css-romande.ch](mailto:info@css-romande.ch)

### Forum de santé communautaire

Madre Tierra Mexico, notre partenaire au Mexique, a organisé deux forums d'échanges d'expériences en santé, à l'intention des organisations actives dans le domaine dans le pays et les régions proches. Le premier a eu lieu en novembre 2022 et le second en mars dernier. Notre partenaire au Péten, Guatemala, a pu participer à ce deuxième rendez-vous, ce qui a donné lieu à un échange intéressant. Un texte conjoint a été rédigé à l'issue de ce forum.

Vous trouverez encartée dans ce bulletin une pétition lancée conjointement par la CSSR et d'autres associations œuvrant en Amérique latine ou au Kurdistan. Cette pétition réclame la levée des obstacles bancaires pour les virements de fonds, en Suisse comme à l'étranger. Signez et renvoyez vite votre feuille! Un grand merci d'avance!

#### Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, 1205 Genève – Tél: +41 22 329 59 37  
[info@css-romande.ch](mailto:info@css-romande.ch) – [www.css-romande.ch](http://www.css-romande.ch) **Versements** IBAN CH67 0900 0000 1706 6791 8

#### Bulletin

**Edition:** Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Claude Desimoni, Viviane Luisier, Aude Martenot, Alicia Pary, Jean-Marc Richard, Luisa Sanchez Gonzalez

**Tirage:** 1500 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien:** 20 CHF par an